

**TERMES DE REFERENCE POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT FIRME CHARGE DE LA
REALISATION DES CONSULTATIONS DANS LE CADRE DU CCA**

I. CONTEXTE

L'équipe-pays des Nations Unies (UNCT) en RCA a décidé d'élaborer une Analyse Commune de Pays (CCA) dans le but d'informer le prochain Cadre de Coopération (ancien UNDAF) qui sera le document de référence de réponse coordonnée et intégrée des Nations Unies aux priorités nationales et aux multiples défis de développement du pays.

Le CCA est une évaluation (description de la situation du pays) et une analyse (description des causes et de leurs implications) indépendante, impartiale et collective d'un pays, réalisée par le système des Nations-Unies lorsqu'il élabore son Cadre de Coopération. L'évaluation étant une description de la situation du pays et l'analyse une description des causes de cette situation et de leurs implications. Le CCA permet d'examiner les progrès accomplis par le pays dans la mise en œuvre des engagements qu'il a pris pour réaliser le Programme 2030 et se conformer aux normes de l'ONU et aux principes inscrits dans la Charte des Nations Unies, y compris les principes directeurs du plan-cadre, ainsi que les lacunes qu'il doit combler à cet égard, les opportunités qui s'offrent à lui et les obstacles qu'il rencontre. Ainsi, le CCA est le fondement de la conception et des réajustements de la réponse programmatique de l'ONU dans le pays, mais peut également informer les processus décisionnels du gouvernement et des autres partenaires. L'évaluation et l'analyse réalisées dans le cadre du CCA constituent les fondements du processus d'élaboration du Cadre de Coopération.

Le plan-cadre promouvant une conception élargie du partenariat, l'analyse commune de pays offre une excellente occasion de collaborer avec les parties prenantes et d'examiner de concert avec elles, dans le cadre d'un dialogue continu et inclusif, des questions complexes comme les inégalités et l'exclusion.

L'analyse commune de pays exploite les données, statistiques, analyses, études, recherches, capacités et ressources qui sont produites ou existent au sein du système des Nations Unies ou à l'extérieur et qu'elle vient compléter, y compris les politiques et stratégies de développement nationales et sectorielles, les budgets nationaux et les projets de financement du développement d'origine nationale et internationale, privée et publique. Pour concrétiser l'engagement de ne laisser personne de côté, il importe de produire des données ventilées non seulement par revenu, sexe, situation géographique et âge mais aussi selon tout autres critère que le droit international interdit d'ériger en motif de discrimination. Les facteurs structurels d'exclusion – sociaux, culturels, économiques, politiques, juridiques ou autres – doivent être examinés et analysés.

Les Nations Unies viennent de réviser le concept du CCA pour le rendre plus dynamique afin de rendre compte de façon régulière de l'évolution du contexte national et d'informer l'action des Nations Unies. Ainsi, les nouvelles orientations du CCA envisagent un renforcement du contenu analytique et prospectif dynamique, en prenant en compte l'évolution de la situation du développement au niveau national et en

se basant sur des évidences et avec le souci de promouvoir l'égalité entre les sexes et de ne laisser personne de côté.

C'est dans cette perspective que l'Equipe de pays se propose de réaliser le nouveau CCA (l'ancienne version date de 2015) qui devrait prendre en compte les analyses mandataires ainsi que la situation socioéconomique actuelle du pays en termes d'impact de la COVID-19 et de la crise post-électorale sur les secteurs d'activités et les conditions de vie de la population.

Pour ce faire, il est prévu de réaliser des consultations sur le terrain. Ces consultations constituent une étape importante du processus d'élaboration de l'analyse commune de pays (CCA) et s'inscrivent dans le cadre de l'engagement d'un dialogue avec les parties prenantes pour que cette analyse commune ne soit pas uniquement centrée sur l'ONU. Autrement dit, les consultations devront nous permettre de mobiliser des données et informations nécessaires pour, d'une part, apprécier la qualité du partenariat des Nations Unies avec le gouvernement, les PTFs, les OSC, le secteur privé et, d'autre part, mettre en exergue et analyser les conditions de vie et de travail des différents acteurs socioéconomiques et différentes couches sociales, y compris les personnes vulnérables et laissées pour compte, de prendre leurs opinions et leurs attentes sur les différentes interventions des Nations Unies pour les années à venir.

Ces consultations qui devront avoir lieu à Bangui et dans certaines villes de provinces qui seront identifiées de commun accord avec les agences du SNU et certaines sections de la MINUSCA et ce, en fonction de leur degré d'accessibilité en termes de sécurité. Les résultats issus de ces consultations alimenteront les différentes analyses thématiques qui seront faites dans le cadre du CCA.

Les parties prenantes concernées seront également identifiées ensemble avec les agences du SNU et certaines sections de la MINUSCA qui contribuent jusqu'ici à la mise en œuvre de l'UNDAF+.

En vue de faciliter cet exercice, l'Equipe de pays, sous le leadership de la Coordinatrice Résidente du SNU, recrute un consultant firme de droit centrafricain ayant son siège dans le pays pour la conduite consultations auprès des parties prenantes et certaines catégories de la population à Bangui et dans certaines villes de provinces. Ces consultations seront facilitées par le Bureau du Coordonnateur Résident et certaines agences du SNU et les conclusions alimenteront les différentes rubriques mandataires du CCA.

II. OBJECTIFS DES CONSULTATIONS

2.1. Objectif général

L'objectif général des consultations est de mobiliser des données et informations nécessaires pour, d'une part, apprécier la qualité du partenariat des Nations Unies avec le gouvernement, les PTFs, les OSC, le secteur privé et, d'autre part, mettre en exergue et analyser les conditions de vie et de travail des différents acteurs socioéconomiques et différentes couches sociales, y compris les personnes vulnérables et laissées pour compte, de prendre leurs opinions et leurs attentes sur les différentes interventions des Nations Unies pour les années à venir.

2.2. Objectifs spécifiques

De manière plus spécifique, les consultations devront permettre de :

- Circonscrire les principaux défis qui se posent aux différentes couches de la population, en particulier en ce qui concerne les droits humains, les inégalités entre les régions en termes d'accès aux services sociaux de base (y compris entre les hommes et les femmes), les facteurs d'exclusion et de discrimination, l'impact socioéconomique de la crise sanitaire sur les populations, notamment celles à risque d'être laissées de côté, etc. ;
- Identifier les causes immédiates, sous-jacentes et profondes de ces problèmes en vue de formuler des solutions adéquates ;
- Avoir un retour sur les différentes réalisations des agences ;
- Avoir un aperçu général sur la situation socioéconomique, financière et environnementale du pays ;
- Analyser le statut du pays en ce qui concerne chacun des cinq groupes des ODD (les 5P : Population, Planète, Prospérité, Paix et Partenariat) et, au sein de chaque groupe, résumer l'analyse, les causes profondes, les tendances et les risques pertinents pour chaque ODD ;
- Identifier et analyser les avantages comparatifs de l'ONU et proposer des axes d'interventions des Nations Unies pour la durée du prochain cycle de planification en vue d'adresser les défis identifiés dans le premier point d'analyse causale.

III. RESULTATS ATTENDUS

Les résultats attendus de ces consultations sont les suivants :

- Les conditions de vie et de travail des différents acteurs socioéconomiques et différentes couches sociales, y compris les personnes vulnérables et laissées pour compte, sont mises en exergue ;
- L'analyse causale des différents problèmes identifiés est réalisée et des solutions adéquates formulées ;
- La perception des différentes parties prenantes sur les différentes interventions des Nations Unies est mise en exergue, de même que leurs attentes pour les prochaines années ;
- Avoir un aperçu général sur la situation socioéconomique, financière et environnementale du pays ;
- Le statut du pays en ce qui concerne chacun des cinq groupes des ODD (les 5P : Population, Planète, Prospérité, Paix et Partenariat) est analysé ;
- Les avantages comparatifs de l'ONU sont identifiés et analysés ;
- Les axes d'interventions des Nations Unies sont identifiés pour la durée du prochain cycle de planification.

IV. METHODOLOGIE

4.1. Consultations au niveau central

Les consultations au niveau central se feront sur la base des outils spécifiques qui seront administrés sous forme d'entretiens individuels. Mais dans le contexte de la COVID-19, certains entretiens peuvent se faire par téléphone et d'autres sous forme de sondage en ligne. Dans ces cas, le RCO et les agences concernées devront prendre des dispositions nécessaires pour prendre des rendez-vous et/ou pour préparer, avec l'appui des IT, des petits sondages en ligne du genre « Monkey Survey ».

4.2. Consultations au niveau local et communautaire

Les consultations au niveau communautaire concerneront beaucoup plus les populations et les organisations à la base. A cet effet, des focus group de 5 à 10 personnes seront organisés sur la base des outils de collecte de données et informations.

Plus spécifiquement, les consultations au niveau local et communautaire consisteront à :

- Bien identifier les questions en Français et en Sango ;
- Organiser les focus group d'au plus 10 personnes par séance, et au moins 2 groupes par partenaire en fonction de sa taille ;
- Organiser des focus group avec des groupes homogènes pour favoriser les échanges et l'éducation par les paires.

Les consultations au niveau décentralisé et communautaire se feront dans les villes de provinces qui seront identifiées de commun accord avec certaines agences du SNU. Il serait judicieux que les focus groupes se tiennent dans les chefs-lieux des provinces préfectures et dans des salles des réunions qui seront retenues. Ils devront durer environ deux (2) heures.

V. LIVRABLES ATTENDUS

Les livrables suivants sont attendus de la mission :

- Un rapport de démarrage comprenant la méthodologie, les outils de collecte de données et information, le calendrier indicatif détaillé de la mission, la liste du personnel de la mission ainsi que la liste des différents acteurs et à rencontrer ;
- Un rapport provisoire à présenter au PMT et à l'UNCT ;
- Un rapport final prenant en compte les commentaires et contributions du PMT et de l'UNCT et dont le contenu versé dans le rapport final du CCA.

VI. EXPERIENCE ET QUALIFICATIONS

Le personnel de la mission d'étude doit comprendre au moins un (01) Chef de mission et deux (2) membres d'équipe de niveau master et de compétences pluridisciplinaires capables de mener des études dans les domaines visés par cette mission.

Le Chef de mission rend compte de l'évolution de la mission et est comptable des résultats et conclusions vis-à-vis du PMT et de l'UNCT. Il devrait avoir le profil suivant :

- Être titulaire au minimum d'un master 2 ou équivalent en sciences sociales, économie, planification, statistiques ou domaines connexes ;
- Justifier d'au moins 7 ans d'expériences en matière d'analyse des questions de développement, des questions de genre, de mise en œuvre et /ou suivi et évaluation des programmes de développement en RCA ;
- Avoir une expérience satisfaisante dans la réalisation des missions de consultations avec les différentes couches de population à la base ;
- Avoir une meilleure connaissance de la situation sociopolitique de la RCA ;
- Avoir une large expertise dans le domaine de la programmation, de la planification stratégique, du suivi et de l'évaluation, de la collecte et l'analyse des données relatives au développement ;
- Avoir une bonne compréhension, connaissance et expérience du SNU, de ses processus et outils de programmation.

Il doit en outre avoir les aptitudes suivantes :

- Aptitude à diriger la collecte de l'information stratégique, l'analyse et l'utilisation axée sur les résultats de l'information ;
- Excellente capacité de rédaction et de présentation ;
- Management et Leadership ;
- Excellente capacité à diriger des équipes et faire montre des compétences en résolution de conflits ;
- Bonne capacité de rédaction et une bonne capacité de communication en français. La connaissance de l'anglais est un atout ;
- Maîtrise de l'outil informatique notamment des logiciels de traitement de données.

VII. DUREE DE L'ETUDE

La durée de l'étude est de 30 jours calendaires, soit 01 mois au maximum.

VIII. DOSSIER DE CANDIDATURE

Les pièces constitutives de dossier de candidature sont les suivantes :

- Une lettre de motivation à adresser à la Cheffe de Bureau du Coordonnateur Résident ;
- Une offre technique comprenant entre autres une brève note technique de compréhension des termes de référence, une approche méthodologique, l'organisation de la mission, un chronogramme indicatif et, en annexe, les documents administratifs de la firme et les curriculums vitae des membres de l'équipe ;
- Une offre financière indiquant le nombre de jours de travail facturés et toutes autres dépenses significatives libellés en devises locales.

IX. Critères d'évaluation des offres

En utilisant une méthode d'évaluation pondérée, entre des critères techniques et financiers, le contrat sera attribué au consultant firme dont l'offre aura reçu le score le plus élevé. Les pondérations sont les suivantes :

- Offre technique : 70%
- Offre financière : 30%.

Pour l'évaluation des offres techniques, les critères spécifiques suivants seront appliqués :

Critères	Points
Documents administratifs de la firme	5
Diplôme universitaire de niveau Master 2 ou équivalent en sciences sociales, économie, planification, statistiques ou domaines connexes	15
Au moins 7 ans d'expérience en matière d'analyse des questions de développement, des questions de genre, de mise en œuvre et /ou suivi et évaluation des programmes de développement en RCA	10
Expérience satisfaisante dans la réalisation des missions de consultations avec les différentes couches de population à la base	10
Bonne compréhension, connaissance et expérience du SNU, de ses processus et outils de programmation	5
Maîtrise de la langue (Français et Anglais)	5
Compréhension des termes de référence, approche méthodologique, organisation de la mission et chronogramme indicatif	50
TOTAL	100

Seuls les candidats firmes qui auront obtenu un minimum de 70 points sur 100 lors de l'évaluation technique feront l'objet de l'évaluation financière.

Le dossier complet doit être déposé à la guérite du PNUD, en face du Ministère des Transports, au plus tard le 20 septembre 2021 à 15h30.

La prise en compte du genre dans l'équipe est fortement encouragée.